

Sherbrooke, 25 mars 2008

Madame Michelle Courchsene
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
1035, rue De La Chevrotière
Édifice Marie Guyart, 16^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Objet : La maîtrise de la langue française et la réforme du système d'enseignement

Madame la Ministre,

Depuis plusieurs années, la langue française est au cœur des débats dans le champ de l'éducation. Actuellement, la société ne cesse de débattre sur le fait que beaucoup d'élèves éprouvent des difficultés en français, que ce soit en lecture ou en écriture. Il n'est pas rare d'entendre des gens dire que les « jeunes d'aujourd'hui » ne savent plus écrire. Lorsqu'ils le font, précise-t-on, c'est rempli d'erreurs ou encore ils n'assimilent pratiquement pas ce qu'ils lisent. Maints journalistes déclarent que si les élèves ont autant de difficultés avec la langue française, c'est à cause de la récente réforme scolaire. Pour notre part, nous ne croyons pas que cette réforme soit la cause directe des faiblesses en français, tout comme nous ne croyons pas que la situation soit aussi terrible que ce que les journaux publient.

Dans cette lettre, vous pourrez prendre connaissance, dans un premier temps, de diverses études qui viennent contredire ces propos et qui montrent que les élèves ne sont pas plus en difficulté aujourd'hui qu'hier. Dans un deuxième temps, nous réfuterons le fait que la réforme soit la cause des difficultés éprouvées par les élèves et nous énoncerons ce qui nous paraît des causes beaucoup plus plausibles qui, selon nous, sont bien davantage à la source des difficultés rencontrées par des élèves dans les classes d'aujourd'hui. Dans un troisième temps, nous vous ferons part d'expériences vécues en classe dans différentes écoles de la province, expériences qui témoignent que la situation n'est pas aussi

alarmante que la société le laisse entendre. Comme la qualité de notre langue nous tient à cœur en tant qu'enseignante, nous croyons qu'il importe de soutenir son développement dans les classes, même si nous ne jugeons pas que le français soit en péril au Québec. Nous concluons par une critique des mesures mises en place dans le nouveau plan d'action déposé le 6 février dernier puisque plusieurs de ces mesures ne permettent pas, selon nous, une réelle amélioration du français à l'école primaire.

Dans un premier temps, nous vous présentons des résultats de recherches montrant que les élèves québécois ne sont pas en si grande difficulté que ce que laisse entendre l'actualité médiatique ou, du moins, que la situation n'est pas plus dramatique qu'ailleurs. Dans les médias, nous retrouvons plusieurs auteurs qui avancent des propos qui témoigneraient d'une aggravation de la maîtrise de la langue française. On peut ainsi fréquemment prendre connaissance, dans les journaux, de textes où l'on dévalorise les élèves québécois en disant qu'ils éprouvent énormément de difficultés en français. De plus, on dit que ce fait serait pire depuis ces dernières années. Mais sur quoi ces auteurs se basent-ils pour diffuser ces informations auprès de la population? Lorsqu'on prend le temps d'aller au fond des choses, on s'aperçoit que certaines recherches n'appuient pas ce constat négatif. Prenons par exemple le PIRLS (Programme international de recherche en lecture scolaire) qui a mené récemment, en 2006, une étude. Celle-ci, réalisée dans plusieurs pays dont le Canada, avait pour but d'observer les tendances du développement de la lecture chez des élèves de 10 ans. Le Québec est arrivé en 18^e place sur 40 pays participants, ce qui atteste que la lecture se porte relativement bien dans notre province. Les résultats de cette étude témoignent aussi de la performance remarquable des élèves canadiens qui figurent dans la cohorte de tête quant à la réussite à l'épreuve de la compréhension de la lecture. Cette étude, qui avait également été réalisée en 2001, prouve que les résultats ne se sont pas dégradés. Un accroissement des difficultés en lecture chez les élèves ne peut donc être avancé. N'oublions pas non plus que les résultats de la recherche PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) sont positifs, puisque de 2000 à 2003 les élèves se trouvent au-dessus de la moyenne des pays participants de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Il ne faut surtout pas oublier que le système d'éducation québécois est reconnu comme étant l'un des plus efficaces au monde où tous doivent bénéficier la même chance sur le plan des études. À ce sujet, est-ce que l'on prend en compte, dans l'interprétation des résultats des études, qu'au Québec nous accueillons beaucoup d'immigrants dont la langue première n'est pas nécessairement le français? Pourtant, ces élèves font partie des échantillons avec lesquels les recherches sont effectuées. De même, tous les élèves en difficulté qui sont intégrés dans nos classes régulières sont considérés. Finalement, avec plusieurs recherches qui montrent des résultats très encourageants, nous ne croyons pas qu'il y ait ici raison de s'alarmer outre mesure.

Dans un deuxième temps, nous aimerions aborder les causes réelles des difficultés en lecture chez les élèves québécois. Nous croyons qu'il est injuste et insensé de mettre le blâme sur le nouveau programme d'enseignement. Nous soutenons qu'il faut repenser le

problème en tenant compte de la situation actuelle du Québec et des causes profondes à la source des difficultés de nos élèves québécois.

Tout d'abord, nous venons de le dire, il est à notre sens irresponsable de blâmer la réforme, parce que, comme le signale Frackowiak (2007), il n'y a pas une réforme qui ait réellement réussi à s'implanter dans les classes. Il faut ne pas avoir mis les pieds dans les écoles depuis longtemps pour penser que tous les enseignants appliquent intégralement la réforme. Notre expérience personnelle, celle de trois futures enseignantes ayant enseigné dans trois commissions scolaires différentes et dans une dizaine d'écoles durant nos quatre années de stages, nous conduit au même constat. Lenoir (2006), à la suite d'une recherche, précise que « les présents résultats laissent penser qu'il existe une application du curriculum chez une partie importante des enseignants qui ne rejoint pas exactement ses orientations et dispositions » (p. 129). Ce n'est pas avant tout par manque de volonté ou mauvaise volonté des enseignants, mais surtout parce qu'ils n'ont pas l'aide nécessaire pour appliquer la réforme intégralement et en profondeur. Il faut donc constater, comme le soulignent Théorêt et Dumais (2004), que les pratiques d'enseignement sont encore aujourd'hui plutôt conventionnelles et qu'elles manquent d'efficacité. Elles n'ont donc encore rien à voir avec les méthodes d'enseignement socioconstructivistes préconisées et de ce fait, elles n'intègrent pas les stratégies de lecture proposées dans le *Programme de formation de l'école québécoise* actuellement en vigueur. Comme les syndicats français l'ont si bien mentionné, à la suite des résultats de PISA (2007), « rien ne peut se faire sans les enseignants et ils sont las des réformes qui se succèdent » (SE-UNSA, s.d.) sans qu'un accompagnement, des formations ou encore des moyens supplémentaires ne soient accordés. Il faut ajouter que l'enseignement est un domaine qui doit sans cesse s'ajuster aux changements sociaux. Par exemple, en 1970 comme en 1980, il y avait également eu des modifications apportées aux programmes d'études de l'école québécoise, car on trouvait les performances des élèves insuffisantes, y compris en lecture. D'autres aspects doivent être considérés si l'on veut procéder à une analyse complète, juste et réelle du problème des difficultés en lecture, car il s'agit là bien plus qu'un problème de réforme.

L'une des causes réelles des difficultés découle du fait que le système scolaire québécois est l'un des plus équitables à travers le monde, ce dont on peut se réjouir par ailleurs. En effet, chaque enfant est intégré dans le système scolaire dans une perspective d'égalité des chances pour tous. L'enquête PISA montre que l'écart entre les résultats des immigrants et les Canadiens en lecture est plus faible que celui constaté dans la majorité des autres pays. Cette statistique fait ressortir un fait important : non pas celui que les Canadiens soient moins doués que les gens des autres pays en lecture, mais qu'ils ont à cœur la réussite de tous, même si cela peut faire baisser les résultats lors des enquêtes internationales. Un autre facteur explicatif des difficultés en lecture constatées renverrait, ainsi que le soulignent Chouinard, Van Grunderbeeck, Théorêt et Cartier (2004), à plusieurs aspects à considérer dans la réussite d'un élève en lecture, tels les encouragements reçus, l'attitude personnelle face à la lecture, le degré d'implication perçu et aussi l'implication des parents en matière de lecture.

En outre, Martinez (n.d.), à la suite de différentes recherches, relève que les difficultés dans ce domaine se réfèrent souvent à une trop grande utilisation du contexte, à une difficulté au niveau de la conscience phonologique, aux conditions d'apprentissage, aux processus ainsi qu'aux stratégies particulières à l'acte de lire. Toutefois, si nous prenons le temps de consulter le programme de formation de l'école québécoise, nous trouvons, sans trop de peine, des savoirs essentiels ainsi que des stratégies de lecture se rattachant à ces éléments. Non seulement ces aspects se retrouvent dans le programme, mais on y précise également l'importance à accorder au développement de stratégies adéquates en lecture. Martinez (n.d.) note qu' « avec la réforme, on enseigne mal la lecture ». Et Godard (dans Chouinard, 2007) d'ajouter qu' « il faut enseigner les sons [...] ce n'est pas ce que la réforme fait » (p. A6). Ils ont raison, car on enseigne parfois mal la lecture; on n'enseigne peut-être pas assez les sons, mais ce n'est point la faute du contenu de la réforme, mais plutôt de l'application qui en est faite, suite aux mesures de soutien déficientes apportées. Il faut être très prudent et ne pas confondre la réforme avec ce qui en est fait par les enseignants du primaire dans les classes du Québec.

Pour clore sur les causes réelles des difficultés constatées en lecture, le rapport PIRLS introduit un point à ne pas négliger : « la faiblesse parentale en matière de lecture avec la progéniture » (*in* Chouinard 2007, p. A6). Comment arriver à favoriser une génération de bons lecteurs si ces attitudes ne sont pas également valorisées et soutenues à la maison? À ce sujet, Martinez (n.d.) a élaboré différents indices de « lecturisation » qui concernent autant le volet familial que celui de la classe. Ces indices montrent clairement que la maison a un rôle tout aussi important que l'école sur le plan de la lecture. Peut-être aussi que c'est tout le Québec qui a un problème de priorité sur le plan culturel et que davantage de mesures de soutien à la lecture dans le public, mais aussi dans les écoles, pour les élèves en difficulté, aideraient à améliorer les résultats!

Dans un troisième temps, grâce à notre expérience dans différentes écoles primaires du Québec, nous avons été à même de réaliser que la lecture est beaucoup plus valorisée que les médias ne le laissent entendre. En effet, c'est dans plus de dix écoles primaires que nous avons constaté l'importance qui était accordée à la lecture. Que ce soit par l'entremise de projets littéraires, par des activités littéraires telles que des nuits de lecture ou du pairage multi-âges, force est de constater que la lecture semble être davantage une priorité dans les écoles primaires qu'elle ne l'était lorsque nous fréquentions nous-même les bancs d'école. À titre illustratif, un projet fort pertinent réalisé par des élèves du troisième cycle de l'école alternative de Sherbrooke montre que les familles de cette école ne s'ajoutent pas aux statistiques alarmantes présentées dans les médias. C'est en réaction au sombre portrait des compétences des Québécois en français présenté par les médias en 2007 que ces élèves ont décidé de mener leur propre enquête pour vérifier si les élèves de cette école et leurs parents lisaient aussi peu que certains articles le présentaient. Leur sondage les a menés à des données statistiques qui soutiennent que la situation n'est pas si noire partout. C'est ensuite lors d'une conférence donnée à

l'Université de Sherbrooke et par l'entremise de lettres d'opinion adressées à différents acteurs concernés par cet enjeu – certains journalistes, le directeur général de la commission scolaire de Sherbrooke et les parents de l'école en question – que les élèves ont réfuté l'énoncé selon lequel la réforme serait à la source d'une diminution des compétences en lecture. Ils se sont entre autres appuyés sur le fait que leur école alternative fonctionne selon les principes de la réforme depuis sa création, il y a de cela vingt-quatre ans.

Enfin, dans un quatrième et dernier temps, après avoir montré que la situation québécoise quant à la maîtrise de la langue française n'est pas alarmante, en tant qu'enseignantes au primaire nous sommes évidemment d'avis que cette maîtrise peut être bonifiée et qu'il est de notre devoir et de celui du ministère de l'Éducation d'y veiller. En ce sens, le rapport soumis par le comité d'experts sur l'apprentissage de l'écriture en février 2008 propose d'excellentes pistes. Les 22 mesures que ces professionnels de l'éducation avancent sont d'après nous d'excellents moyens de soutenir nos élèves dans une perspective d'amélioration de la qualité de la langue. Or, quelle n'a pas été notre déception lorsque nous avons pris connaissance du plan d'action que vous avez proposé en vous basant sur ce rapport et dans lequel plusieurs des mesures originales se retrouvent dénuées de leur sens premier ou complètement laissées pour compte. C'est dans cette optique que nous regrettons les mesures avancées dans votre plan d'action, dont plusieurs n'aideront en rien à améliorer la maîtrise du français chez les jeunes, en plus d'être à l'encontre des orientations du nouveau curriculum de formation au primaire.

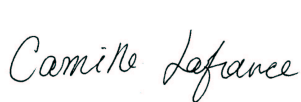
Trois éléments principaux nous préoccupent dans les mesures proposées le 6 février. Premièrement, plusieurs d'entre elles ne répondent absolument pas aux orientations présentées dans le programme de formation de l'école québécoise. À titre d'exemple, vous suggérez de revoir les programmes d'études de sorte que les contenus soient précisés pour chaque année. Comment nous sera-t-il possible comme enseignante de manier cette perspective cloisonnée avec celle du fonctionnement par cycle? D'autant plus, que cette manière de faire a été instaurée afin de respecter davantage le rythme d'apprentissage des élèves. Vous proposez également d'ajouter des examens d'écriture, ce qui va à l'encontre de l'optique d'évaluation formative valorisée par le nouveau curriculum. Enfin, la toute première mesure pour valoriser le français consiste à faire écrire un texte par semaine et à faire régulièrement une dictée dans les classes. D'abord, il nous apparaît complètement irréaliste de s'attendre qu'une telle mesure soit mise en place dans toutes les classes. Comme il l'est si bien dit dans le curriculum actuel, chaque enseignante se doit de différencier ses approches en vue de s'adapter aux élèves dont elle a la responsabilité. De plus, nous sommes convaincues qu'il existe bon nombre de moyens plus efficaces pour valoriser la place du français à l'école. Nous voyons plutôt dans cette mesure un risque d'amoindrir l'intérêt des jeunes envers leur langue. Nous suggérons de préférence, comme le comité d'expert l'a fait, de recourir à des approches innovatrices qui seraient entre autres plus adaptées à la réalité et aux intérêts des jeunes.

Deuxièmement, plusieurs des mesures avancées ne touchent pas directement et de manière positive les élèves. Un grand nombre concerne les commissions scolaires. Nous ne nions pas l'importance du rôle des commissions scolaires dans cet enjeu; cependant, nous rejoignons l'avis du comité d'expert : la réduction du nombre d'élèves par classe serait selon nous un excellent moyen de mieux accompagner tous nos élèves dans l'apprentissage de la langue française.

Finalement, le dernier élément qui a attiré notre attention concerne le fait que plusieurs mesures proposées sont déjà bien campées dans les milieux scolaires. Par exemple, la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke a déjà mis en place la très grande majorité des éléments présents dans le plan d'action et toutes les écoles primaires que nous avons fréquentées avaient une plage horaire quotidienne consacrée à la lecture. Dans un tel contexte, il serait plus pertinent de développer d'autres mesures qui répondent à des besoins plus criants.

Pour conclure, nous pensons que le plan d'action présenté en date du 6 février 2008 devrait être réajusté en vous référant aux mesures proposées par le comité d'experts sur l'apprentissage de l'écriture, de façon à ce qu'il converge avec les orientations du renouveau pédagogique, qu'il touche plus directement les élèves québécois, notamment par différents moyens suggérés par le comité d'experts, et, enfin, qu'il soit plus adapté à la réalité actuelle du système scolaire. Nous nous permettons également de vous inviter à reconsidérer la situation québécoise quant à la maîtrise de la langue française de manière à ce que l'image projetée par le gouvernement soit plus réaliste et nuancée. Si la perception qu'un enseignant a face à ses élèves peut avoir un impact considérable sur les apprentissages de ces derniers (Durant, 1997), imaginez l'effet Pygmalion produit quand toute une société reçoit une image négative de sa relève.

Nous vous prions d'agréer, madame la Ministre, nos salutations distinguées,



Camille Lafrance



Marie-Ève Michon



Caroline Vachon

Finissantes en éducation au préscolaire et au primaire,
Université de Sherbrooke

RÉFÉRENCES

- Ballivy, V. (2007). Les Québécois, des «bollés». *La Presse*, 5 décembre 2007, p. A8.
- Chouinard, M-A. (2007). La lecture en cadeau. *Le Devoir*, 3 décembre 2007, p. A6.
- Chouinard, R., Van Grunderbeeck, N., Théorêt, M. et Cartier, S. (2004). *Guide l'élève*. Document téléaccessible à l'adresse < http://www.mels.gouv.qc.ca/agirautrement/sug_pratiques_ens_lecture/annexe_guide_eleve.pdf >.
- Durant, M. (1997). *Stratégies pratiques en milieu scolaire*. Bruxelles : Le Germe.
- Frackowiak, P. (2007). Évaluations internationales : Il est impossible d'imputer la baisse des performances aux méthodes modernes... On ne sait pas ce qui se passe dans les classes ! Document téléaccessible à l'adresse < http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/2007/Pisa_frack.aspx >.
- Gouvernement du Canada. (2006). À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE – La performance des jeunes du Canada en sciences, en lecture et en mathématiques. Document téléaccessible à l'adresse < <http://www.pisa.gc.ca/81-590-F.pdf> >.
- Lacoursière, A. (2007). Les mots pèsent lourd. *La Presse*, 30 novembre 2007, p. A14.
- Lenoir, Y. (2006). Du curriculum formel au curriculum enseigner : Comment des enseignants du primaire comprennent et mettent en œuvre le nouveau curriculum de l'enseignement primaire, *Raison éducatives*, 14, 119-141.
- Martinez, J-P. (n.d.). *Les difficultés de lecture*. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.er.uqam.ca/nobel/lire/texte/difficullect.pdf>>.
- Gouvernement du Québec (2008). *Le français, une priorité à l'école, un devoir de société – Le gouvernement présente son plan d'action pour favoriser la réussite des élèves*. Document téléaccessible à l'adresse < <http://www.mels.gouv.qc.ca/ministere/info/index.asp?page=communiques&id=172> >.
- Gouvernement du Québec. (2008). *Mieux soutenir le développement de la compétence à écrire – Rapport du Comité d'experts sur l'apprentissage de l'écriture*. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/ameliorationFrancais/pdf/SoutenirDeveloppementCompeteenceEcrire.pdf> >.
- Gouvernement du Québec. (2006). *Le Programme international de recherche en lecture scolaire – Résultats obtenus par les élèves québécois de dix ans*. Document téléaccessible à l'adresse <http://www.mels.gouv.qc.ca/Sanction/PIRLS/RapportPIRLS2006_f.pdf >.
- Perreault, M. (2007). Les romans rendent plus riche. *La Presse*, 1^{er} décembre 2007, p. A33.
- SE-UNSA (s.d.). PISA: les réactions syndicales. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/131207Pisasyndicales.aspx>>.
- Théorêt, M. et Dumais, F. (2004). *Pratiques d'enseignement pour renforcer des habitudes de lecture à l'usage des enseignants de français et de toutes les matières*. Document téléaccessible à l'adresse <http://www.mels.gouv.qc.ca/agirautrement/sug_pratiques_ens_lecture/Chapitre4.pdf>